Conseil municipal

Séance du 25 février 2021 **Convocation du 19 février 2021**

Ordre du jour

- Délibération autorisant le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 %
- Revalorisation des loyers des logements communaux
- Frais scolarité RPI
- Frais de scolarité des enfants domiciliés à Bellechaume
- Acquisition de l'immeuble 43, Grande Rue
- Vente de tout ou partie des parcelles cadastrées A 822, 778, 776, 839, 840
- Devis remaniage toiture église pour réparation fuites
- Devis I micro informatique pour l'optimisation du matériel et acquisition d'un mini serveur de sauvegarde
- Devis grilles pour le bâtiment du Lavoir
- Devis étanchéité de la Grange Rue des Promenades
- Refonte du site internet
- Convention avec le SDEY pour opération groupée « Isolation des combles perdus des bâtiments publics »

Questions et informations diverses

Le vingt-cinq février 2021 à 19 heures 30, les membres du Conseil Municipal de la commune d'Arces-Dilo se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la mairie, sur convocation en date du dix-neuf février envoyée le même jour, sous la présidence de Madame Annie BAKOUR, Maire.

Présents : Mesdames AUBRIT Sandrine, BAKOUR Annie, BILLET Aurélie, BONNO Laurence, PISSIER Véronique et Messieurs AMEUR Nordine, DELOHEN André, TIXIER Claude, DELAGNEAU Michel, LECOUREUX Stéphane, LEFEVRE Ludovic, ROUSSELLE Henri, STOGNIY Sacha.

Absent excusé : Monsieur LANGLOIS Mathieu.

Le conseil choisit pour secrétaire : Monsieur STOGNIY Sacha.

Le Maire ouvre la séance et propose au Conseil Municipal d'adjoindre le point suivant à l'ordre du jour :
Convention de mutualisation : mise à disposition de personnels, moyens et matériels.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité cet ajout à l'ordre du jour.

Procès-verbal de la séance du 14 janvier 2021

Madame le Maire rappelle que chaque conseiller a été destinataire du procès-verbal de la séance du 14 janvier 2021.

Elle demande s'il y a des remarques quant à la rédaction de ce procès-verbal.

Madame le Maire passe ensuite au vote du procès-verbal qui est adopté par tous les membres présents lors de la précédente réunion.

N° 05/2021 : Délibération autorisant le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement

Madame le Maire informe qu'il faut prendre une délibération pour pouvoir payer l'entreprise JACQUELIN qui a effectué les travaux de couverture de la salle des associations et rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L1612-1 modifié par la [LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 \(VD\)](#)

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le présent article s'applique aux régions, sous réserve des dispositions de [l'article L. 4312-6](#).

Montant des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2020 (hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts ») = **195 335.78 €**

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur maximale de **48 833.95 €**, soit 25% de 195 335.78 €.

Monsieur Ludovic LEFEVRE demande si les travaux ont été vérifiés et n'approuve pas le fait qu'aucune commission n'ait été réunie pour le contrôle de ces travaux. Il déclare qu'il semble que Madame le Maire travaille en catimini.

Madame le Maire explique qu'elle n'a pas l'impression de travailler en catimini et qu'effectivement il n'y a pas eu de réception des travaux en fin de chantier et qu'il lui paraissait difficile de monter sur le toit pour contrôler les travaux.

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, par 12 voix pour et une abstention (Monsieur Ludovic LEFEVRE) :

ACCEPTE les propositions de Madame le Maire dans les conditions exposées ci-dessus.

N° 06/2021 : Revalorisation des loyers des logements communaux

Madame le Maire rappelle que les loyers des logements communaux révisables au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet ont été respectivement augmentés de 0,92 % et 0,46 % en 2020. Les loyers étant indexés sur le coût

de la vie, l'indice de référence des loyers (IRL) correspond à la moyenne sur les 12 derniers mois de l'indice de la consommation hors tabac et loyers.

L'augmentation maximale possible à compter du 1^{er} janvier 2021 est de 0,92 %, l'indice de référence des loyers du 1^{er} trimestre 2020 étant égal à 130,57 alors que l'indice de référence des loyers du 1^{er} trimestre 2019 était de 129,38.

L'augmentation maximale possible à compter du 1^{er} juillet 2021 est de 0,46 %, l'indice de référence des loyers du 3^{ème} trimestre 2020 étant égal à 130,59 alors que l'indice de référence des loyers du 3^{ème} trimestre 2019 était de 129,99.

Monsieur Claude TIXIER demande à combien s'élevaient les loyers avant cette augmentation, car l'augmentation pour l'appartement du 4, rue des écoles lui paraît importante.

Madame le Maire commente le tableau récapitulatif des loyers de 2019 et lui fait remarquer que les augmentations sont proportionnelles au prix de base.

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, par 12 voix pour et une abstention (Monsieur Claude TIXIER) :

DÉCIDE d'augmenter de 0,92 % le montant des loyers communaux, révisable au 1^{er} janvier de chaque année, à compter du 1^{er} janvier 2021, ce qui porte les loyers mensuels à :

- 430,10 euros pour le logement situé 4 rue des Écoles,
- 42,93 euros pour les garages n° 1 et 2 situés rue des Écoles,
- 359,29 euros pour le logement situé 14 route de Briennon.

DÉCIDE d'augmenter de 0,46 % le montant des loyers communaux, révisable au 1^{er} juillet de chaque année, à compter du 1^{er} juillet 2021, ce qui porte les loyers mensuels à :

- 301,89 euros pour le logement de Dilo,
- 258,83 euros pour le logement situé 21 Grande Rue,
- 221,79 euros pour le logement situé 23 Grande Rue,
- 219,10 euros pour le logement situé 25 bis Grande Rue.

AUTORISE Madame le Maire à réévaluer les loyers selon les indices de référence des loyers (IRL) et ce pour toute la durée du mandat.

N° 07/2021 : Frais scolarité RPI

Les comptes du regroupement pédagogique d'Arces-Dilo/Villechétive, de l'année scolaire 2019/2020 ont été examinés lors de la réunion de la commission du RPI le 17 février 2021.

Madame PISSIER, 1^{ère} adjointe, présente le détail des comptes.

L'ensemble des frais de fonctionnement s'élève, pour 2019/2020 à la somme de 68 488.37 euros.

Pour le calcul de ces frais de fonctionnement, ne sont pris en compte que les fournitures diverses et les salaires des employés sans tenir compte des frais annexes (chauffage, électricité, eau, entretien des bâtiments, etc...).

La commune de Villechétive a dépensé la somme de 19 019.22 euros alors que sa participation au prorata du nombre d'élèves aurait dû s'élever à 17 443.40 euros.

Il ressort de ces comptes que la commune d'Arces-Dilo doit verser une compensation de 1 575.82 euros à la commune de Villechétive.

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité

AUTORISE Madame le Maire à établir un mandat d'un montant de 1 575.82 euros à l'ordre de la commune de Villechétive.

N°08/2021 : Frais de scolarité des enfants domiciliés à Bellechaume

Madame le Maire informe que les frais de scolarité pour les deux enfants de Bellechaume fréquentant les écoles du RPI s'élèvent à 376,13 € par élève soit 752,26 €.

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité

AUTORISE Madame le Maire à établir un titre d'un montant de 752,26 euros à l'ordre de la commune de Bellechaume pour le recouvrement de ces frais.

N°09/2021 : Acquisition de l'immeuble 43, Grande Rue

Madame le Maire expose aux membres du Conseil Municipal qu'un immeuble est en vente actuellement au 43, Grande Rue, section B parcelle n° 1274 d'une superficie de 979 m².

Le prix proposé par le propriétaire est de 79 000 €.

Les membres des commissions Communication Culture Tourisme et Bâtiments se sont réunis et sont favorables à l'achat de cette propriété.

Elle informe également qu'une demande de subvention a été établie pour ce bâtiment et qu'à l'heure actuelle nous n'avons pas de réponse quant au montant de la subvention possible.

Madame le Maire informe également qu'elle a reçu à plusieurs reprises les « potentiels boulangers » qui désirent s'installer au 41 Grande Rue. Ils souhaitent exercer assez rapidement mais il est évident que la réalisation des travaux de cet immeuble demande un certain délai. Une visite au 43, Grande Rue a eu lieu, ils mènent actuellement de leur côté une étude de faisabilité. Une rencontre prochaine est possible. L'implantation d'une boulangerie en bâtiment modulaire a été évoquée.

Monsieur Sacha STOGNIY émet des réserves quant à l'acquisition de ce bien qui paraît être au détriment de l'acquisition du café.

Madame le Maire lui indique que le coût de la licence IV demandé par l'ancien gérant (30 000 € pour le moment) est beaucoup trop élevé.

Monsieur Ludovic LEFEVRE reproche un manque d'informations car il n'a pas été prévenu de ses entretiens avec les potentiels boulangers. Il indique également qu'une offre à 75 000 € aurait pu être faite.

Monsieur Stéphane LECOURIEUX demande en quelle année a été construit le bâtiment. Il indique qu'il faudrait anticiper le passage de ce bâtiment en bâtiment public et fait remarquer que le hangar est recouvert d'amiante.

Madame le Maire répond qu'elle ne connaît pas actuellement la date précise de construction de ce bâtiment.

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, par 12 voix pour et une contre (Monsieur Sacha STOGNIY) :

PROPOSE l'acquisition des bâtiments situés section B parcelle n° 1274 d'une superficie de 979 m², au prix de 77 000 euros,

APPROUVE la prise en charge par la commune des frais de notaire,

PRÉCISE que cette somme sera inscrite au Budget Primitif 2021 de la commune, section dépenses d'investissement, compte 2111,

DONNE tout pouvoir à Madame le Maire en tant que personne responsable pour prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération et notamment signer l'acte notarié nécessaire à cet achat.

N°10/2021 : Vente des parcelles cadastrées A 822, 778, 776, 839, 840

Madame le Maire a reçu la demande d'un artisan de la commune pour l'acquisition de l'ensemble des parcelles cadastrées A 822, 778, 776, 839, 840 situées Route de Sens. Madame le Maire propose de fixer le prix de vente à 11 euros le m².

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité:

DECIDE de vendre l'ensemble des parcelles cadastrées A 822, 778, 776, 839, 840,

AUTORISE la vente de ces terrains d'une superficie de 3 580 m² au demandeur,

FIXE le prix de vente à 11 euros le m², soit pour les terrains concernés 39 380 euros,

DÉCIDE que tous les frais relatifs à cette vente (géomètre, enregistrement, notaire...) seront entièrement à la charge de l'acheteur,

AUTORISE Madame le Maire à signer tout document relatif à cette vente.

Devis remaniage toiture église pour réparation fuites

Madame le Maire informe que l'architecte LERICHE chargé de l'étude des travaux de l'église avait préconisé un remaniage de la toiture. Trois artisans ont été sollicités, seule l'entreprise SARL PRETRE a répondu. L'entreprise SARL PRETRE a établi un devis d'un montant de 7 024.83 € TTC. La location des nacelles reste à notre charge.

Monsieur Ludovic LEFEVRE demande des explications sur le devis de Monsieur PRETRE. Chaque conseiller examine le devis de remise en état.

Monsieur Ludovic LEFEVRE s'engage à faire établir deux autres devis (nacelle comprise).

Après en avoir délibéré, le **Conseil municipal**, décide de reporter cette délibération au prochain conseil dans l'attente de nouveaux devis.

N°11/2021 : Devis I micro informatique pour l'optimisation du matériel et acquisition d'un mini serveur de sauvegarde

Madame le Maire informe les membres du conseil que les ordinateurs de la commune étant très lents, il s'avère nécessaire de remplacer les disques durs internes des trois ordinateurs par des SSD, de refaire une mise à niveau et d'acquérir un NAS (Serveur de stockage en réseau) pour la sauvegarde des données.

Devis I micro 1 531,67€ TTC

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité

ACCEPTE le devis de I micro pour un coût de 1 531,67€ TTC

AUTORISE Madame le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

N°12/2021 : Devis grilles pour le bâtiment du Lavoir

Monsieur Henri ROUSSELLE quitte la salle.

Madame le Maire informe qu'une porte et une grille pour le bâtiment du Lavoir seraient nécessaires pour embellir la Place.

L'entreprise ROUSSELLE Jérôme a établi un devis d'un montant de 660,00 € TTC.

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, par 12 voix pour et une abstention (Monsieur Henri ROUSSELLE) :

ACCEPTE le devis de ROUSSELE Jérôme pour un coût de 660,00€ TTC

AUTORISE Madame le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Devis étanchéité de la Grange Rue des Promenades

Madame le Maire informe qu'il serait nécessaire de procéder à l'étanchéité au droit des murs de la Grange située rue des Promenades.

L'entreprise JACQUELIN PERE ET FILS a établi un devis d'un montant de 1 246,08 € TTC.

Monsieur Ludovic LEFEVRE met en cause le manque de détails de ce devis et s'engage à en fournir d'autres.

Après en avoir délibéré, le **Conseil municipal**, décide de reporter cette délibération au prochain conseil.

N°13/2021 : Refonte du site internet

Madame le Maire informe que la refonte du site internet est nécessaire car l'hébergement doit être impérativement facturé au nom de la commune.

De plus il est nécessaire de créer une commission, placée sous la présidence du Maire, constituée par la secrétaire de mairie et un élu afin d'assurer la maintenance du site.

Elle donne la parole à Madame Aurélie BILLET qui expose les différents tarifs pour l'hébergement et le nom de domaine.

- **OVH**

Hébergement : 2,99€ HT/mois

Nom de domaine : 6,99€ HT/an Gratuit pendant 1 an

- **IONOS**

Hébergement : 4€ HT/mois 2€HT/mois pendant 1 an

Nom de domaine : 10€ HT/an Gratuit pendant 1 an

- **WPSERVEUR**

Hébergement : 19€ HT/mois

Nom de domaine : 10,50€ HT/an

Hébergement et nom de domaine à renouveler tous les ans

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité

ACCEPTE le devis de **OVH** pour un coût de :

Hébergement : 2,99€ HT/mois
Nom de domaine : 6,99€ HT/an Gratuit pendant 1

APPROUVE la mise en place d'une commission, présidée par le Maire, et constituée de

- La secrétaire de Mairie
- Deux élus

AUTORISE Madame le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

N°14/2021 : Convention avec le SDEY pour opération groupée « Isolation des combles perdus des bâtiments publics »

Madame le Maire informe que le SDEY (Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne), en partenariat avec deux autres syndicats d'énergie (de la côte d'Or et du Jura), a lancé l'opération groupée « Isolation des combles perdus des bâtiments publics ».

Cette opération va s'organiser en deux phases :

- Une phase « étude ». L'étude est soutenue à 75% (+TVA) grâce au cumul des aides du programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique) et du SDEY.
- Une phase « travaux ». Les travaux sont soutenus par le SDEY à 50% du HT si la commune est adhérente au service CEP « Conseil en Energie Partagé ».

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité

AUTORISE Madame le Maire à signer la convention « Isolation des combles perdus des bâtiments publics » avec le SDEY.

N°15/2021 : Convention de mutualisation : Mise à disposition de personnels, moyens et matériels.

Afin de permettre le remboursement de frais engagés par la mise à disposition de personnels, moyens et matériels

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité

AUTORISE Madame le Maire à signer, avec des collectivités, toute convention de mise à disposition des moyens, personnels et matériels ;

DIT que les modalités financières seront réglées dans le cadre de ladite convention dans la limite des crédits votés au Budget.

Questions et informations diverses :

- Madame le Maire informe qu'une réunion se déroulera vendredi 26 février 2021 à Villeneuve-L'Archevêque pour la création d'une Police Municipale.

Les agents pourraient être mis à disposition des communes qui le souhaitent par l'intermédiaire d'une convention qui régirait les conditions de mutualisation et les compensations financières.

Pour rappel, il y a eu un nouveau cambriolage vendredi dernier à l'heure du marché.

- Madame le Maire informe que la Veuve de Monsieur Salvatore GALLO, artiste, avait fait un don d'œuvres d'art à la Communauté de Communes. Certaines sont encore disponibles, Madame le Maire propose aux membres du Conseil d'en choisir une dans le catalogue fourni par la CCVPO.

- Madame Sandrine AUBRIT fait part au conseil d'un concept de vente et livraison de produits locaux provenant des producteurs de Sens et ses alentours qui se nomme « Qu'est-ce qu'on mange ce soir ». Elle propose de mettre en place un point de collecte sur la commune. Peut-être en début de semaine le soir (créneaux de 2h00) pour ne pas interférer avec le marché du vendredi.

Le concept est simple : La commande des produits locaux se fait sur internet pour une remise de la commande au point de retrait qui sera fixé ultérieurement.

L'entreprise fait la tournée des producteurs pour préparer soigneusement la commande le matin de la livraison.

Récupération de la commande en début de semaine à un créneau horaire qui sera également fixé ultérieurement.

- Madame le Maire informe qu'une proposition de groupement d'achat de granulés a été faite par la SASU GRANULENERGIE89 de Cerisiers. Les habitants intéressés pourront se faire connaître, il en va de même pour le fuel.

- Madame le Maire relate au conseil qu'une habitante de la commune a retrouvé des déchets sauvages, notamment 96 canettes de bière dans un terrain aux Menus Bois.

- Madame le Maire informe le conseil qu'un Centre de vaccination éphémère sera opérationnel sur la Communauté de Communes, à compter du 4 mars prochain. Les personnes volontaires de + de 75 ans concernées ont été averties par courrier.

- A la demande d'un habitant, Madame le Maire informe qu'il serait judicieux de déplacer le panneau « Rue Jacques Courtaud et Madeleine Laurent », en effet celui-ci étant mal placé, plusieurs livreurs ne trouvent pas cette rue.

- Madame le Maire présente au conseil le nouveau Plan Guide de la commune avec le circuit de randonnée.

- Madame le Maire informe de son entretien avec un petit groupe d'adolescents d'Arces-Dilo. Ils ont monté un dossier pour faire une demande d'aménagement d'un Skate-parc.

Tour de table :

- Monsieur Nordine AMEUR souhaiterait que la commune plante deux arbres au terrain de boules et pose un panneau « Terrain de boules ».

- Monsieur Michel DELAGNEAU fait part d'une demande d'une habitante de Dilo pour allumer les lumières du village à 6h30, car les enfants qui prennent le car pour se rendre au collège sont dans l'obscurité.

- Monsieur Sacha STOGNIY demande si la randonnée de Mars et le Marché de printemps auront lieu. Monsieur Henri ROUSSELLE lui répond qu'il n'organisera pas ces manifestations étant donné les contraintes sanitaires dues à la COVID.

- Madame le Maire émet l'idée de racheter de nouvelles tables et de nouveaux bancs pour l'étang. Monsieur Stéphane LECOURIEUX suggère d'acquérir un mobilier en béton.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 22 heures 30.

La séance du 25 février 2021 comprend les délibérations n°05/2021 à 15/2021

Table chronologique

Séance du 25 février 2021

N° ordre	Intitulé/Thème	N° page
05/2021	Délibération autorisant le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement <i>7.1 Finances Locales</i>	2021-011
06/2021	Revalorisation des loyers des logements communaux <i>7.2 Finances Locales</i>	2021-013
07/2021	Frais scolarité RPI <i>8.1 Enseignement</i>	2021-015
08/2021	Frais de scolarité des enfants domiciliés à Bellechaume <i>8.1 Enseignement</i>	2021-017
09/2021	Acquisition de l'immeuble 43, Grande Rue <i>3.1 Domaine et Patrimoine</i>	2021-019
10/2021	Vente des parcelles cadastrées A 822, 778, 776, 839, 840 <i>3.1 Domaine et Patrimoine</i>	2021-021
11/2021	Devis I micro informatique pour l'optimisation du matériel et acquisition d'un mini serveur de sauvegarde <i>7.10 Finances Locales</i>	2021-023
12/2021	Devis grilles pour le bâtiment du Lavoir <i>7.10 Finances Locales</i>	2021-025
13/2021	Refonte du site internet <i>7.10 Finances Locales</i>	2021-027
14/2021	Convention avec le SDEY pour opération groupée « Isolation des combles perdus des bâtiments publics » <i>1.3 Commande Publique</i>	2021-029
15/2021	Convention de mutualisation : Mise à disposition de personnels, moyens et matériels. <i>5.7 Intercommunalité</i>	2021-031

Table thématique

Séance du 25 février 2021

Nomenclature		N° ordre	Intitulé	N° page
N°	Sous-thème			
1.3	Conventions de mandats	14/2021	Convention avec le SDEY pour opération groupée « Isolation des combles perdus des bâtiments publics »	2021-029
3.1	Acquisitions	09/2021	Acquisition de l'immeuble 43, Grande Rue	2021-019
		10/2021	Vente des parcelles cadastrées A 822, 778, 776, 839, 840	2021-021
5.7	Intercommunalité	15/2021	Convention de mutualisation : Mise à disposition de personnels, moyens et matériels.	2021-031
7.1.1	Décisions Budgétaires	05/2021	Délibération autorisant le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement	2021-011
7.2	Fiscalité	06/2021	Revalorisation des loyers des logements communaux	2021-013
7.10	Divers	11/2021	Devis I micro informatique pour l'optimisation du matériel et acquisition d'un mini serveur de sauvegarde	2021-002
		12/2021	Devis grilles pour le bâtiment du Lavoir	2021-003
		13/2021	Refonte du site internet	2021-027
8.1	Enseignements	07/2021	Frais scolarité RPI	2021-015
		08/2021	Frais de scolarité des enfants domiciliés à Bellechaume	2021-017

Table des signatures

Séance du 25 février 2021

NOM	Prénom	Fonction	Participation	Signature
AMEUR	Nordine	Conseillère municipale	Présent	
AUBRIT	Sandrine	Conseillère municipale	Présente	
BAKOUR	Annie	Conseiller municipal	Présente	
BILLET	Aurélie	Conseillère municipale	Présente	
BONNO	Laurence	Conseillère municipale	Présente	
DELAGNEAU	Michel	Maire délégué de Dilo	Présent	
DELOHEN	André	Conseiller municipal	Présent	
LANGLOIS	Mathieu	Conseiller municipal	Absent	
LECOURIEUX	Stéphane	Conseiller municipal	Présent	
LEFÈVRE	Ludovic	Conseiller municipal	Présent	
PISSIER	Véronique	Conseillère municipale	Présente	
ROUSSELLE	Henri	Conseiller municipal	Présent	
STOGNIY	Sacha	Conseiller municipal	Présent	
TIXIER	Claude	Conseiller municipal	Présent	